



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

## **Arrêté du 15 janvier 2026 portant mise en demeure de la société TRITER**

Le préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8,

VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques,

VU l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

VU le rapport de la visite d'inspection des installations classées qui s'est déroulée le 13 novembre 2025,

VU le courriel de la société TRITER du 3 décembre 2025, communiqué dans le cadre du contradictoire relatif à la procédure de mise en demeure, en vue d'obtenir un délai supplémentaire sur l'ensemble des articles du présent arrêté de mise en demeure,

Considérant les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé qui disposent que « *L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.[...]* »,

Considérant qu'il a été constaté que la société Triter n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable,

Considérant les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé qui disposent que « *Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.* »,

Considérant qu'il a été constaté, lors de l'inspection des installations classées du 13 novembre 2025, que les déchets livrés sont acceptés sans qu'ils disposent des documents d'accompagnements prévus,

Considérant les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé qui disposent que « *Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:*

- *coordonnées producteur, intermédiaires, transporteurs,*
- *origine des déchets,- libellé et code à 6 chiffres,*
- *quantité concernée. [...]*

*Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. Durée max : 1 an. Conservation : 3 ans min. Copies annexes idem.* »,

Considérant qu'il a été constaté, lors de l'inspection des installations classées du 13 novembre 2025, que la société Triter ne demande pas de document préalable aux apporteurs de déchets préalablement à leur dépôt dans les installations,

Considérant les prescriptions de l'article 3.2 de l'arrêté du 30 juin 1997 susvisé qui disposent que « *Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.* »,

Considérant qu'il n'existe pas de dispositions interdisant l'accès aux personnes étrangères à l'établissement sur tout son périmètre et notamment, au niveau de la zone en limite de propriété avec le voisin, situé à l'est des installations, au droit de la rue des genêts,

Considérant que la société TRITER a présenté ses remarques par courriel susvisé ; qu'elle a sollicité un délai de deux mois supplémentaires pour se mettre en conformité sans que cette demande ne soit justifiée et argumentée ; qu'au regard de l'absence d'éléments présentés pour justifier ce délai, celui-ci n'est pas acceptable au vu des enjeux à protéger et de la nature des dispositions à mettre en œuvre,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R Ê T E

Article 1 : la société TRITER est désignée « exploitant » dans le présent arrêté, sise 29 rue des genêts à ASPACH-MICHELBAACH (68700). Elle est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, les prescriptions reprises ci-après, dans les délais précisés aux articles suivants.

Article 2 : dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 3 de l'arrêté de prescriptions générales du 12 décembre 2014 susvisé. Elles sont rappelées ci-dessous :

*«L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.[...] ».*

Article 3 : dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7 de l'arrêté de prescriptions générales du 12 décembre 2014 susvisé. Elles sont rappelées ci-dessous :

*«Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.»*

Article 4 : dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 5 de l'arrêté de prescriptions générales du 12 décembre 2014 susvisé. Elles sont rappelées ci-dessous :

*« Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:*

- coordonnées producteur, intermédiaires, transporteurs,
- origine des déchets,- libellé et code à 6 chiffres,
- quantité concernée. [...]

*Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. Durée max : 1 an. Conservation : 3 ans min. Copies annexes idem.».*

Article 5 : dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté de prescriptions générales du 30 juin 1997 susvisé. Il dispose notamment que :

*«Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations».*

Article 6 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 8: le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (service de l'inspecties installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société TRITER.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD